

	création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (s) (article, item): BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: EUR 33 500 000 Montant total de la contribution du budget de l'UE : EUR 8 500 000 Cette action est cofinancée par l'Agence française de développement (AFD) pour un montant de 25 000 000 EUR Etats membres souhaitant contribuer à l'Initiative Équipe Europe Bénin « Croissance durable et emploi pour les jeunes »: Allemagne ; Belgique; France; Pays-Bas. Il est également attendu un soutien de la Banque européenne d'investissement (BEI).			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)²	– Gestion indirecte : avec l'Agence française de développement (AFD) – Gestion directe : attribution des « Prix »			

1.2 Résumé de l'Action

Le Gouvernement béninois s'est résolument orienté vers la transformation structurelle de l'économie. Pour ce faire plusieurs réformes ont été engagées et la Loi cadre des petites et moyennes entreprises (PME) promulguée en 2020 vient fixer le cadre institutionnel de soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Cette action accompagnera le dispositif existant afin de diversifier et d'améliorer la qualité de l'offre de services financiers et non-financiers aux entreprises pour en assurer l'autonomie financière et favoriser la création d'emploi décent, durable et local.

Le renforcement des capacités de l'écosystème institutionnel en faveur de l'entrepreneuriat est un préalable pour l'amélioration de l'offre de services d'appui à l'entrepreneuriat (SAE) existante, qui se fera à travers la mise en place d'un guichet unique. L'action permettra d'appuyer de manière significative les initiatives du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPME-PE) ainsi que de ses agences (Agence de Développement de l'Entrepreneuriat des Jeunes (ADEJ) et Agence Nationale des Petites et Moyennes Entreprises (ANPME)), afin de déployer une politique publique coordonnée d'appui à l'entrepreneuriat. L'accompagnement financier et non financier se fera à deux niveaux (jeunes entreprises et PME à fort potentiel) et sera soumis à un

² Art. 27 NDICI